

STAT

CONVENTION—NEUTRALS IN NAVAL WAR. Oct. 18, 1907.

2427

ARTICLE PREMIER.

Les belligérants sont tenus de respecter les droits souverains des Puissances neutres et de s'abstenir, dans le territoire ou les eaux neutres, de tous actes qui constituerait de la part des Puissances qui les tolèreraient un manquement à leur neutralité.

Belligerents are bound to respect the sovereign rights of neutral Powers and to abstain, in neutral territory or neutral waters, from any act which would, if knowingly permitted by any Power, constitute a violation of neutrality.

Belligerents to respect rights of neutral Powers.

ARTICLE 2.

Tous actes d'hostilité, y compris la capture et l'exercice du droit de visite, commis par des vaisseaux de guerre belligérants dans les eaux territoriales d'une Puissance neutre, constituent une violation de la neutralité et sont strictement interdits.

ARTICLE 2.

Any act of hostility, including capture and the exercise of the right of search, committed by belligerent war-ships in the territorial waters of a neutral Power, constitutes a violation of neutrality and is strictly forbidden.

Hostile acts in neutral waters forbidden.

STAT

ARTICLE 3.

Quand un navire a été capturé dans les eaux territoriales d'une Puissance neutre, cette Puissance doit, si la prise est encore dans sa juridiction, user des moyens dont elle dispose pour que la prise soit relâchée avec ses officiers et son équipage, et pour que l'équipage mis à bord par le capteur soit interné.

When a ship has been captured in the territorial waters of a neutral Power, this Power must employ, if the prize is still within its jurisdiction, the means at its disposal to release the prize with its officers and crew, and to intern the prize crew.

Release of ships captured.
By neutral Power.

Si la prise est hors de la juridiction de la Puissance neutre, le Gouvernement capteur, sur la demande de celle-ci, doit relâcher la prise avec ses officiers et son équipage.

If the prize is not in the jurisdiction of the neutral Power, the captor Government, on the demand of that Power, must liberate the prize with its officers and crew.

By captor Government.

ARTICLE 4.

Aucun tribunal des prises ne peut être constitué par un belligérant sur un territoire neutre ou sur un navire dans des eaux neutres.

A Prize Court cannot be set up by a belligerent on neutral territory or on a vessel in neutral waters.

Prize courts forbidden in neutral territory.

ARTICLE 5.

Il est interdit aux belligérants de faire des ports et des eaux neutres la base d'opérations navales contre leurs adversaires, notamment d'y installer des stations radio-télégraphiques ou tout appareil destiné à servir comme moyen de communication avec des forces belligérantes sur terre ou sur mer.

Belligerents are forbidden to use neutral ports and waters as a base of naval operations against their adversaries, and in particular to erect wireless telegraphy stations or any apparatus for the purpose of communicating with the belligerent forces on land or sea.

Use of neutral ports by belligerents forbidden.

CONVENTION—NEUTRALS IN NAVAL WAR. Oct. 18, 1907.

ARTICLE 6.

War supplies to belligerents forbidden.

La remise, à quelque titre que ce soit, faite directement ou indirectement par une Puissance neutre à une Puissance belligérante, de vaisseaux de guerre, de munitions, ou d'un matériel de guerre quelconque, est interdite.

ARTICLE 6.

The supply, in any manner, directly or indirectly, by a neutral Power to a belligerent Power, of war-ships, ammunition, or war material of any kind whatever, is forbidden.

ARTICLE 7.

Right of export, etc., allowed.

Une Puissance neutre n'est pas tenue d'empêcher l'exportation ou le transit, pour le compte de l'un ou de l'autre des belligérants, d'armes, de munitions, et, en général, de tout ce qui peut être utile à une armée ou à une flotte.

ARTICLE 7.

A neutral Power is not bound to prevent the export or transit, for the use of either belligerent, of arms, ammunitions, or, in general, of anything which could be of use to an army or fleet.

ARTICLE 8.

Arming, etc., for hostile use to be prevented by neutral.

Un Gouvernement neutre est tenu d'user des moyens dont il dispose pour empêcher dans sa juridiction l'équipement ou l'armement de tout navire, qu'il a des motifs raisonnables de croire destiné à croiser ou à concourir à des opérations hostiles contre une Puissance avec laquelle il est en paix. Il est aussi tenu d'user de la même surveillance pour empêcher le départ hors de sa juridiction de tout navire destiné à croiser ou à concourir à des opérations hostiles, et qui aurait été, dans ladite juridiction adapté en tout ou en partie à des usages de guerre.

ARTICLE 8.

A neutral Government is bound to employ the means at its disposal to prevent the fitting out or arming of any vessel within its jurisdiction which it has reason to believe is intended to cruise, or engage in hostile operations, against a Power with which that Government is at peace. It is also bound to display the same vigilance to prevent the departure from its jurisdiction of any vessel intended to cruise, or engage in hostile operations, which had been adapted entirely or partly within the said jurisdiction for use in war.

ARTICLE 9.

Impartiality to belligerents.

Une Puissance neutre doit appliquer également aux deux belligérants les conditions, restrictions ou interdictions, édictées par elle pour ce qui concerne l'admission dans ses ports, rades ou eaux territoriales, des navires de guerre belligérants ou de leurs prises.

ARTICLE 9.

Prohibitions allowed.

Toutefois, une Puissance neutre peut interdire l'accès de ses ports et de ses rades au navire belligérant qui aurait négligé de se conformer aux ordres et prescriptions édictés par elle ou qui aurait violé la neutralité.

A neutral Power must apply impartially to the two belligerents the conditions, restrictions, or prohibitions made by it in regard to the admission into its ports, roadsteads, or territorial waters, of belligerent war-ships or of their prizes.

Nevertheless, a neutral Power may forbid a belligerent vessel which has failed to conform to the orders and regulations made by it, or which has violated neutrality, to enter its ports or roadsteads.

907.

CONVENTION—NEUTRALS IN NAVAL WAR. Oct. 18, 1907.

2429

ARTICLE 10.

La neutralité d'une Puissance n'est pas compromise par le simple passage dans ses eaux territoriales des navires de guerre et des prises des belligérants.

ARTICLE 11.

Une Puissance neutre peut laisser les navires de guerre des belligérants se servir de ses pilotes brevetés.

ARTICLE 12.

A défaut d'autres dispositions spéciales de la législation de la Puissance neutre, il est interdit aux navires de guerre des belligérants de demeurer dans les ports et rades ou dans les eaux territoriales de ladite Puissance, pendant plus de 24 heures, sauf dans les cas prévus par la présente Convention.

ARTICLE 13.

Si une Puissance avisée de l'ouverture des hostilités apprend qu'un navire de guerre d'un belligérant se trouve dans un de ses ports et rades ou dans ses eaux territoriales, elle doit notifier au dit navire qu'il devra partir dans les 24 heures ou dans le délai prescrit par la loi locale.

ARTICLE 14.

Un navire de guerre belligérant ne peut prolonger son séjour dans un port neutre au delà de la durée légale que pour cause d'avaries ou à raison de l'état de la mer. Il devra partir dès que la cause du retard aura cessé.

Les règles sur la limitation du séjour dans les ports, rades et eaux neutres, ne s'appliquent pas aux navires de guerre exclusivement affectés à une mission religieuse, scientifique ou philanthropique.

ARTICLE 10.

The neutrality of a Power is ^{Passing through} _{neutral waters allowed.} not affected by the mere passage through its territorial waters of war-ships or prizes belonging to belligerents.

ARTICLE 11.

A neutral Power may allow belligerent war-ships to employ ^{Pilots.} its licensed pilots.

ARTICLE 12.

In the absence of special provisions to the contrary in the legislation of a neutral Power, belligerent war-ships are not permitted to remain in the ports, roadsteads, or territorial waters of the said Power for more than twenty-four hours, except in the cases covered by the present Convention.

ARTICLE 13.

If a Power which has been informed of the outbreak of hostilities learns that a belligerent war-ship is in one of its ports or roadsteads, or in its territorial waters, it must notify the said ship to depart within twenty-four hours or within the time prescribed by local regulations.

ARTICLE 14.

A belligerent war-ship may not prolong its stay in a neutral port beyond the permissible time except on account of damage or stress of weather. It must depart as soon as the cause of the delay is at an end.

The regulations as to the question of the length of time which these vessels may remain in neutral ports, roadsteads, or waters, do not apply to war-ships devoted exclusively to religious, scientific, or philanthropic purposes.

2430

CONVENTION—NEUTRALS IN NAVAL WAR. OCT. 18, 1907.

ARTICLE 15.

Maximum of war ships allowed in ports.

A défaut d'autres dispositions spéciales de la législation de la Puissance neutre, le nombre maximum des navires de guerre d'un belligérant qui pourront se trouver en même temps dans un de ses ports ou rades, sera de trois.

ARTICLE 15.

In the absence of special provisions to the contrary in the legislation of a neutral Power, the maximum number of war-ships belonging to a belligerent which may be in one of the ports or roadsteads of that Power simultaneously shall be three.

ARTICLE 16.

Departure of war ships of both belligerents.

Lorsque des navires de guerre des deux parties belligérantes se trouvent simultanément dans un port ou une rade neutres, il doit s'écouler au moins 24 heures entre le départ du navire d'un belligérant et le départ du navire de l'autre.

Order of departure.

L'ordre des départs est déterminé par l'ordre des arrivées, à moins que le navire arrivé le premier ne soit dans le cas où la prolongation de la durée légale du séjour est admise.

Allowance to merchant ships.

Un navire de guerre belligérant ne peut quitter un port ou une rade neutres moins de 24 heures après le départ d'un navire de commerce portant le pavillon de son adversaire.

ARTICLE 16.

When war-ships belonging to both belligerents are present simultaneously in a neutral port or roadstead, a period of not less than twenty-four hours must elapse between the departure of the ship belonging to one belligerent and the departure of the ship belonging to the other.

The order of departure is determined by the order of arrival, unless the ship which arrived first is so circumstanced that an extension of its stay is permissible.

A belligerent war-ship may not leave a neutral port or roadstead until twenty-four hours after the departure of a merchant-ship flying the flag of its adversary.

ARTICLE 17.

Repairs permitted war ships.

Dans les ports et rades neutres, les navires de guerre belligérants ne peuvent réparer leurs avaries que dans la mesure indispensable à la sécurité de leur navigation et non pas accroître, d'une manière quelconque, leur force militaire. L'autorité neutre constatera la nature des réparations à effectuer qui devront être exécutées le plus rapidement possible.

ARTICLE 17.

In neutral ports and roadsteads belligerent war-ships may only carry out such repairs as are absolutely necessary to render them seaworthy, and may not add in any manner whatsoever to their fighting force. The local authorities of the neutral Power shall decide what repairs are necessary, and these must be carried out with the least possible delay.

ARTICLE 18.

Use of neutral ports, etc., by war ships forbidden.

Les navires de guerre belligérants ne peuvent pas se servir des ports, rades et eaux territoriales neutres, pour renouveler ou augmenter leurs approvisionnements militaires ou leur armement ainsi que pour compléter leurs équipages.

ARTICLE 18.

Belligerent war-ships may not make use of neutral ports, roadsteads, or territorial waters for replenishing or increasing their supplies of war material or their armament, or for completing their crews.

007.

pro-
the
the
ships
which
or
null-to
si-
or
less
ust
of
er-
shipter-
val,
first
ex-
ple.not
ead
the
dy-ands
only
so-
sem
in
eir
ri-
de-
ry,
utnot
ul-
or
eir
eir
eir

CONVENTION—NEUTRALS IN NAVAL WAR. Oct. 18, 1907.

2431

ARTICLE 19.

Les navires de guerre belligérants ne peuvent se ravitailler dans les ports et rades neutres que pour compléter leur approvisionnement normal du temps de paix.

Ces navires ne peuvent, de même, prendre du combustible que pour gagner le port le plus proche de leur propre pays. Ils peuvent, d'ailleurs, prendre le combustible nécessaire pour compléter le plein de leurs soutes proprement dites, quand ils se trouvent dans les pays neutres qui ont adopté ce mode de détermination du combustible à fournir.

Si, d'après la loi de la Puissance neutre, les navires ne reçoivent du charbon que 24 heures après leur arrivée, la durée légale de leur séjour est prolongée de 24 heures.

ARTICLE 20.

Les navires de guerre belligérants, qui ont pris du combustible dans le port d'une Puissance neutre, ne peuvent renouveler leur approvisionnement qu'après trois mois dans un port de la même Puissance.

ARTICLE 21.

Une prise ne peut être amenée dans un port neutre que pour cause d'innavigabilité, de mauvais état de la mer, de manque de combustible ou de provisions.

Elle doit repartir aussitôt que la cause qui en a justifié l'entrée a cessé. Si elle ne le fait pas, la Puissance neutre doit lui notifier l'ordre de partir immédiatement; au cas où elle ne s'y conformerait pas, la Puissance neutre doit user des moyens dont elle dispose pour la relâcher avec ses officiers et son équipage et interner l'équipage mis à bord par le capteur.

ARTICLE 22.

La Puissance neutre doit, de même, relâcher la prise qui aurait été amenée en dehors des conditions prévues par l'article 21.

ARTICLE 19.

Belligerent war-ships may only revictual in neutral ports or roadsteads to bring up their supplies to the peace standard. Revictualing permitted.

Similarly these vessels may only ship sufficient fuel to enable them to reach the nearest port in their own country. They may, on the other hand, fill up their bunkers built to carry fuel, when in neutral countries which have adopted this method of determining the amount of fuel to be supplied. Fuel.

If, in accordance with the law of the neutral Power, the ships are not supplied with coal within twenty-four hours of their arrival, the permissible duration of their stay is extended by twenty-four hours. Time for coaling.

ARTICLE 20.

Belligerent war-ships which have shipped fuel in a port belonging to a neutral Power may not within the succeeding three months replenish their supply in a port of the same Power. Restriction on re-coaling.

ARTICLE 21.

A prize may only be brought into a neutral port on account of unseaworthiness, stress of weather, or want of fuel or provisions. When prizes may enter neutral ports.

It must leave as soon as the circumstances which justified its entry are at an end. If it does not, the neutral Power must order it to leave at once; should it fail to obey, the neutral Power must employ the means at its disposal to release it with its officers and crew and to intern the prize crew. Duration of stay.

ARTICLE 22.

A neutral Power must, similarly, release a prize brought into one of its ports under circumstances other than those referred to in Article 21. Release of prizes.

Supra.

2432

CONVENTION—NEUTRALS IN NAVAL WAR. Oct. 18, 1907.

ARTICLE 23.

*Sequestration of prizes.**Prize crews.**Detention of war ships refusing to leave.**Officers and crew.**Disposition.**Officers paroled.**Surveillance of neutral Powers.*

Une Puissance neutre peut permettre l'accès de ses ports et rades aux prises escortées ou non, lorsqu'elles y sont amenées pour être laissées sous séquestre en attendant la décision du tribunal des prises. Elle peut faire conduire la prise dans un autre de ses ports.

Si la prise est escortée par un navire de guerre, les officiers et les hommes mis à bord par le capteur sont autorisés à passer sur le navire d'escorte.

Si la prise voyage seule, le personnel placé à son bord par le capteur est laissé en liberté.

ARTICLE 24.

Si, malgré la notification de l'autorité neutre, un navire de guerre belligérant ne quitte pas un port dans lequel il n'a pas le droit de rester, la Puissance neutre a le droit de prendre les mesures qu'elle pourra juger nécessaires pour rendre le navire incapable de prendre la mer pendant la durée de la guerre et le commandant du navire doit faciliter l'exécution de ces mesures.

Lorsqu'un navire belligérant est retenu par une Puissance neutre, les officiers et l'équipage sont également retenus.

Les officiers et l'équipage ainsi retenus peuvent être laissés dans le navire ou logés, soit sur un autre navire, soit à terre, et ils peuvent être assujettis aux mesures restrictives qu'il paraîtrait nécessaire de leur imposer. Toutefois, on devra toujours laisser sur le navire les hommes nécessaires à son entretien.

Les officiers peuvent être laissés libres en prenant l'engagement sur parole de ne pas quitter le territoire neutre sans autorisation.

ARTICLE 25.

Une Puissance neutre est tenue d'exercer la surveillance, que comportent les moyens dont elle dispose, pour empêcher dans ses ports ou rades et dans ses eaux toute violation des dispositions qui précèdent.

ARTICLE 23.

A neutral Power may allow prizes to enter its ports and roadsteads, whether under convoy or not, when they are brought there to be sequestered pending the decision of a Prize Court. It may have the prize taken to another of its ports.

If the prize is convoyed by a war-ship, the prize crew may go on board the convoying ship.

If the prize is not under convoy, the prize crew are left at liberty.

ARTICLE 24.

If, notwithstanding the notification of the neutral Power, a belligerent ship of war does not leave a port where it is not entitled to remain, the neutral Power is entitled to take such measures as it considers necessary to render the ship incapable of taking the sea during the war, and the commanding officer of the ship must facilitate the execution of such measures.

When a belligerent ship is detained by a neutral Power, the officers and crew are likewise detained.

The officers and crew thus detained may be left in the ship or kept either on another vessel or on land, and may be subjected to the measures of restriction which it may appear necessary to impose upon them. A sufficient number of men for looking after the vessel must, however, be always left on board.

The officers may be left at liberty on giving their word not to quit the neutral territory without permission.

ARTICLE 25.

A neutral Power is bound to exercise such surveillance as the means at its disposal allow to prevent any violation of the provisions of the above Articles occurring in its ports or roadsteads or in its waters.

CONVENTION—NEUTRALS IN NAVAL WAR. Oct. 18, 1907.

2433

ARTICLE 26.

L'exercice par une Puissance neutre des droits définis par la présente Convention ne peut jamais être considéré comme un acte peu amical par l'un ou par l'autre belligérant qui a accepté les articles qui s'y réfèrent.

ARTICLE 27.

Les Puissances contractantes se communiqueront réciproquement, en temps utile, toutes les lois, ordonnances et autres dispositions réglant chez elles le régime des navires de guerre belligérants dans leurs ports et leurs eaux, au moyen d'une notification adressée au Gouvernement des Pays-Bas et transmise immédiatement par celui-ci aux autres Puissances contractantes.

ARTICLE 28.

Les dispositions de la présente Convention ne sont applicables qu'entre les Puissances contractantes et seulement si les belligérants sont tous parties à la Convention.

ARTICLE 29.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye.

Le premier dépôt de ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des Puissances qui y prennent part et par le Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Les dépôts ultérieurs de ratifications se feront au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et accompagnée de l'instrument de ratification.

Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratifications, des notifications mentionnées à l'alinéa précédent, ainsi que des instruments de ratification, sera immédiatement remise par les soins du Gouvernement des Pays-Bas et par la voie diplomatique aux Puissances conviées à la Deuxième

88741°—VOL 36, PT 2-11—63

ARTICLE 26.

The exercise by a neutral Power of the rights laid down in the present Convention can under no circumstances be considered as an unfriendly act by one or other belligerent who has accepted the Articles relating thereto.

ARTICLE 27.

The Contracting Powers shall communicate to each other in due course all Laws, Proclamations, and other enactments regulating in their respective countries the status of belligerent warships in their ports and waters, by means of a communication addressed to the Government of the Netherlands, and forwarded immediately by that Government to the other Contracting Powers.

ARTICLE 28.

The provisions of the present Convention do not apply except to the Contracting Powers, and then only if all the belligerents are parties to the Convention.

ARTICLE 29.

The present Convention shall be ratified as soon as possible.

The ratifications shall be deposited at The Hague.

The first deposit of ratifications shall be recorded in a *procès-verbal* signed by the Representatives of the Powers which take part therein and by the Netherland Minister for Foreign Affairs.

The subsequent deposits of ratifications shall be made by means of a written notification addressed to the Netherland Government and accompanied by the instrument of ratification.

A duly certified copy of the *procès-verbal* relative to the first deposit of ratifications, of the ratifications mentioned in the preceding paragraph, as well as of the instruments of ratification, shall be at once sent by the Netherland Government, through the diplomatic channel, to the Powers invited to the Second Peace Con-

CONVENTION—NEUTRALS IN NAVAL WAR. Oct. 18, 1907.

Conférence de la Paix, ainsi qu'aux autres Puissances qui auront adhéré à la Convention. Dans les cas visés par l'alinéa précédent, ledit Gouvernement leur fera connaître en même temps la date à laquelle il a reçu la notification.

ARTICLE 30.

Adhesion of non-signatory Powers.

Notification of intent.

Communication to other Powers.

Effect of ratification.

Denunciation.

Notifying Power only affected.

Les Puissances non signataires sont admises à adhérer à la présente Convention.

La Puissance qui désire adhérer notifie par écrit son intention au Gouvernement des Pays-Bas en lui transmettant l'acte d'adhésion qui sera déposé dans les archives dudit Gouvernement.

Ce Gouvernement transmettra immédiatement à toutes les autres Puissances copie certifiée conforme de la notification ainsi que de l'acte d'adhésion, en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification.

ARTICLE 31.

La présente Convention produira effet pour les Puissances qui auront participé au premier dépôt des ratifications, soixante jours après la date du procès-verbal de ce dépôt et, pour les Puissances qui ratifieront ultérieurement ou qui adhéreront, soixante jours après que la notification de leur ratification ou de leur adhésion aura été reçue par le Gouvernement des Pays-Bas.

ARTICLE 32.

S'il arrivait qu'une des Puissances contractantes voulût dénoncer la présente Convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement des Pays-Bas qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à toutes les autres Puissances en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement des Pays-Bas.

ference, as well as to the other Powers which have adhered to the Convention. In the cases contemplated in the preceding paragraph, the said Government shall inform them at the same time of the date on which it received the notification.

ARTICLE 30.

Non-Signatory Powers may adhere to the present Convention.

The Power which desires to adhere notifies in writing its intention to the Netherland Government, forwarding to it the act of adhesion, which shall be deposited in the archives of the said Government.

That Government shall at once transmit to all the other Powers a duly certified copy of the notification as well as of the act of adhesion, mentioning the date on which it received the notification.

ARTICLE 31.

The present Convention shall come into force in the case of the Powers which were a party to the first deposit of the ratifications, sixty days after the date of the *procès-verbal* of that deposit, and, in the case of the Powers who ratify subsequently or who adhere, sixty days after the notification of their ratification or of their decision has been received by the Netherland Government.

ARTICLE 32.

In the event of one of the Contracting Powers wishing to denounce the present Convention, the denunciation shall be notified in writing to the Netherland Government, who shall at once communicate a duly certified copy of the notification to all the other Powers, informing them of the date on which it was received.

The denunciation shall only have effect in regard to the notifying Power, and one year after the notification has been made to the Netherland Government.

CONVENTION—NEUTRALS IN NAVAL WAR. Oct. 18, 1907.

2435

ARTICLE 33.

Un registre tenu par le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas indiquera la date du dépôt de ratifications effectué en vertu de l'article 29 alinéas 3 et 4, ainsi que la date à laquelle auront été reçues les notifications d'adhésion (article 30 alinéa 2) ou de dénonciation (article 32 alinéa 1).

Chaque Puissance contractante est admise à prendre connaissance de ce registre et à en demander des extraits certifiés conformes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont revêtu la présente Convention de leurs signatures.

Fait à La Haye, le dix-huit octobre mil neuf cent sept, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances qui ont été conviées à la Deuxième Conférence de la Paix.

1. Pour l'Allemagne. Sous réserve des articles 11, 12, 13 et 20:
MARSCHALL.
KRIEGE.
2. Pour les Etats Unis d'Amérique.
3. Pour l'Argentine:
ROQUE SAENZ PEÑA.
LÚIS M. DRAGO.
C. RÚEZ LARRETA.
4. Pour l'Autriche-Hongrie:
MÉREY.
B. MACCHIO.
5. Pour la Belgique:
A. BEERNAERT.
V. VAN DEN HEUVEL.
GUILLAUME.
6. Pour la Bolivie:
CLAUDIO PINILLA.
7. Pour le Brésil:
RUY BARBOSA.
E. LISBÔA.
8. Pour la Bulgarie:
Général-Major VINAROFF.
Iv. KARANDJOULOFF.
9. Pour le Chili:
DOMINGO GANA.
AUGUSTO MATTE.
CARLOS CONCHA.

ARTICLE 33.

A register kept by the Netherland Ministry for Foreign Affairs shall give the date of the deposit of ratifications made by Article 29, paragraphs 3 and 4, as well as the date on which the notifications of adhesion (Article 30, paragraph 2) or of denunciation (Article 32, paragraph 1) have been received.

Each Contracting Power is entitled to have access to this register and to be supplied with duly certified extracts.

In faith whereof the Plenipotentiaries have appended their signatures to the present Convention.

Done at The Hague, the 18th October, 1907, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Netherland Government, and duly certified copies of which shall be sent, through the diplomatic channel, to the Powers which have been invited to the Second Peace Conference.

[Here follow signatures.]

Register.

Ante, p. 2433.*Ante*, p. 2434.

Signing.

Deposit of original.

Signatures.